



Conseil économique et social

Distr. générale
19 novembre 2013
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-deuxième session

11-21 février 2014

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par la Ma'arij Foundation for Peace and Development, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Dans le monde interconnecté et interdépendant d'aujourd'hui, il est crucial d'élaborer des stratégies en faveur de l'élimination de la pauvreté et du plein emploi qui soient adaptées à différents groupes de pays et de tirer profit des interconnexions des États et des solutions; des interconnexions qui comprennent non seulement les relations entre acteurs, mais également les relations de cause à effet de différents processus et événements. Il nous faut aussi admettre que le monde reste diversifié. Dès lors, il importe de tenir compte à la fois de ces interconnexions et de cette diversité pour étudier toute problématique d'envergure mondiale. S'agissant de la pauvreté et de l'emploi, nous allons analyser différents groupes de pays, en fonction de leur niveau de développement, ainsi que les différents problèmes qui s'y posent et leurs conséquences, avant d'en venir aux solutions qui peuvent être envisagées pour y remédier.

Selon l'Organisation internationale du Travail, la pauvreté des travailleurs est un phénomène qui continue de régresser, mais à un rythme plus lent qu'avant la crise. Il reste quelque 870 millions de travailleurs qui ont moins de 2 dollars par jour pour vivre avec leur famille, et près de 400 millions d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté. Par ailleurs, 660 millions de travailleurs se hissent de justesse au-dessus du seuil de pauvreté et risquent fort de passer sous ce seuil.

Les personnes qui vivent dans la pauvreté sont face à des problèmes financiers et sociaux, car elles finissent par être victimes de discrimination et par être humiliées. La conjugaison de ces problèmes ajoute encore à leurs difficultés. Nous devons dès lors prendre des mesures qui mèneront au plein emploi dans chaque pays, compte tenu de l'interdépendance des États et des processus qui y sont à l'œuvre. Dans la présente déclaration, nous allons :

- a) Examiner trois groupes de pays (les pays développés, les pays en transition et les pays en développement) et leur situation s'agissant de l'emploi et de l'élimination de la pauvreté, en nous concentrant sur la recherche de solutions à envisager;
- b) Étudier les relations susceptibles d'exister entre les solutions évoquées ci-dessus et leurs résultats;
- c) Examiner les effets des problèmes sur la pauvreté et l'emploi;
- d) Faire des recommandations sur la base de nos observations.

Pays développés

Même les pays développés sont en proie au chômage et à la pauvreté. De plus, selon le rapport *World of Work Report 2012: Better Jobs for a Better Economy* publié par l'Organisation internationale du Travail et l'Institut international d'études sociales, les niveaux de pauvreté n'ont pas sensiblement diminué dans les pays développés. En fait, il ressort de l'analyse des taux de pauvreté dans les 36 pays concernés qu'ils ont régressé dans 11 pays, qu'ils ont progressé dans 17 pays et qu'ils sont restés constants dans 8 pays.

Dans les pays développés, les causes profondes de la pauvreté sont les rémunérations peu élevées, le chômage des jeunes, les inégalités autres que celles liées aux revenus (en particulier dans les systèmes de soins de santé) et les inégalités

d'accès au crédit des petites et moyennes entreprises. L'effet persistant de la crise financière constitue une autre difficulté majeure.

Il est évident qu'aucune solution ne peut être efficace pour remédier à tous ces problèmes dans tous les pays. Nous demandons dès lors de prendre un certain nombre de mesures, entre autres :

- a) Coopérer pour lutter contre les problèmes, y compris au travers d'études, de projets et de programmes communs;
- b) Examiner et adapter les bonnes pratiques;
- c) Examiner les tendances;
- d) Créer des emplois pour les jeunes dans des projets publics et internationaux;
- e) Revoir les barèmes salariaux;
- f) Passer en revue les problèmes juridiques relatifs aux petites et moyennes entreprises.

Ces mesures pourraient déboucher sur de nouvelles stratégies pour lutter contre le chômage et la pauvreté, en particulier la pauvreté intergénérationnelle, et pour créer de l'emploi et pourraient aussi avoir des effets positifs sur les pays moins développés au travers de projets internationaux.

Pays en transition

Les causes profondes de la pauvreté dans les pays en transition sont le chômage, l'inflation et l'inaction des pouvoirs publics dans ces domaines. Le manque de nourriture et de vêtements, les problèmes de logement, l'accès limité aux services ou équipements collectifs, le moins bon état de santé et l'accès plus limité aux soins de santé, l'exclusion sociale et la souffrance psychologique sont associés à la pauvreté. Les ménages en milieu rural, surtout ceux dont les membres sont issus de minorités ethniques, ceux avec enfants ou ceux dont le chef est de sexe féminin ou une personne âgée isolée, sont particulièrement vulnérables à la pauvreté. La pauvreté persistante est un problème sensible dans ces pays.

Dans ce contexte, les pays en transition devraient prendre, en plus des mesures proposées pour les pays développés, des mesures visant à assurer le développement social, à améliorer la situation politique, à régler les conflits internes et à réduire la criminalité. Il existe d'autres moyens de lutter contre la pauvreté et le chômage, par exemple :

- a) Organiser la société sur le plan social et accroître son influence dans le processus de prise de décision;
- b) Améliorer l'accessibilité et la qualité de l'enseignement et de la formation;
- c) Renforcer les politiques du marché du travail.

Combiner de telles mesures permettrait de s'attaquer aux problèmes sous divers angles, notamment social, économique et politique, et contribuerait à renforcer les relations des pays du même groupe entre eux et avec des pays d'autres groupes.

Pays en développement

Les pays en développement mènent un grand combat pour éliminer la pauvreté. Selon le rapport *World of Work Report 2012: Better Jobs for a Better Economy*, les taux nationaux de pauvreté ont régressé dans trois quarts environ des pays à l'étude, en particulier dans ceux qui ont adopté des politiques sociales probantes. À titre de comparaison, les taux de pauvreté ont progressé ou sont restés constants dans 25 des 36 pays développés sous l'effet de la dégradation de la situation sur le marché du travail et des mesures d'austérité.

Dans les pays en développement, la croissance économique contribuera à réduire sensiblement la pauvreté, en particulier si des mesures sont prises pour combler les inégalités économiques. Améliorer les systèmes de protection sociale est un autre moyen d'éliminer la pauvreté. À cet égard, les pays en développement devraient s'employer avec zèle à échanger et étudier de bonnes pratiques, à analyser les tendances et à améliorer leur situation politique tout en offrant à la société des possibilités de se développer sur le plan social.

Les mesures suivantes pourraient être prises pour éliminer la pauvreté dans les pays en développement :

- a) Lancer des projets internationaux de développement avec le concours d'investisseurs publics et privés étrangers;
- b) Lancer des projets publics en faveur de l'emploi des jeunes;
- c) Coopérer avec d'autres pays, y compris dans le cadre d'études et de projets conjoints;
- d) Améliorer l'environnement des petites et moyennes entreprises;
- e) Choisir les méthodes à appliquer pour éliminer les inégalités de revenus;
- f) Solliciter le soutien financier et l'aide à la recherche d'organisations internationales;
- g) Lancer des programmes internationaux de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement et y donner un rôle important aux organisations non gouvernementales (ONG).

Ces mesures permettraient de s'attaquer aux problèmes sous différents angles et d'impliquer diverses parties prenantes à l'échelle régionale et internationale.

Recommandations

La pauvreté et le chômage posent un problème complexe dans lequel interviennent différents facteurs et différentes parties prenantes, que seules des solutions aux multiples facettes sont à même de régler. Après l'analyse des problèmes propres à trois groupes de pays, nous proposons de prendre les mesures interdépendantes suivantes :

- a) Renforcer la coopération entre les pays pour s'attaquer aux problèmes, et ce, sous différentes formes, dont l'échange de bonnes pratiques, la réalisation de recherches conjointes sur les tendances et le lancement de projets conjoints de développement et de lutte contre la pauvreté attirant des investisseurs publics et privés;

b) Prendre des mesures pour lutter contre des problèmes tels que les inégalités sociales, l'instabilité politique, le manque d'enseignement et de formation et l'environnement peu favorable aux petites et moyennes entreprises, entre autres;

c) Amener des organisations internationales à accorder une attention particulière à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement et à y mettre en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté;

d) Impliquer davantage les ONG dans les efforts déployés pour lutter contre la pauvreté dans le monde entier et financer les projets lancés par des ONG pour lutter contre la pauvreté et d'autres problèmes connexes.
